

Nouveaux Cahiers du socialisme



L'État et la nation. Entretien avec Neil Davidson

Benjamin Birnbaum

Numéro 24, automne 2020

La question nationale revisitée. Enjeux, stratégies, convergences

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/94054ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Birnbaum, B. (2020). L'État et la nation. Entretien avec Neil Davidson. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (24), 183–188.

L'État et la nation

Entretien avec Neil Davidson

Benjamin Birnbaum¹

Rédacteur et membre du comité éditorial de la revue Période.

Neil Davidson (1957-2020) a été toute sa vie un militant socialiste écossais et un chercheur marxiste de renommée mondiale. Partisan de l'indépendance de l'Écosse, il estimait que la dynamique en cours ouvrait des portes à la gauche, non seulement dans son pays, mais aussi en Angleterre et même en Europe. Il a participé aux travaux de la Grande Transition à Montréal en mai 2018. Ses principaux ouvrages ont été publiés en anglais aux éditions Verso et Haymarket Books. Nous présentons ici des extraits d'une entrevue qu'il avait accordée à Benjamin Birnbaum de la revue en ligne de théorie marxiste Période en avril 2016².

Dans le *Manifeste du Parti communiste*, Marx et Engels ont écrit que « les ouvriers n'ont pas de patrie ». Cependant, des écrits plus tardifs sur la Pologne et l'Irlande mettent l'accent sur la stratégie politique concrète, soulignant le rapport dialectique entre l'autodétermination des nations et l'internationalisme prolétarien. Quelles leçons peut-on tirer de Marx et Engels à propos de la question nationale ?

N.D. – Marx et Engels ont utilisé le mot « nation » en lui donnant différentes significations : parfois, comme Johann Herder, pour dire peuple ; parfois, comme Adam Smith, pour parler d'une unité territoriale ; et parfois pour signifier un mélange des

1 Les propos ont aussi été traduits par Benjamin Birnbaum.

2 Le texte original se trouve à : <<http://revueperiode.net/letat-et-la-nation-entretien-avec-neil-davidson>>.

deux. Autrement dit, comme pratiquement tout le monde à leur époque, ils ont utilisé ce mot à la légère et ont repris le sens commun – à la différence de la rigueur scientifique avec laquelle ils ont défini « le mode de production capitaliste » par exemple. Ils n'ont certainement pas spécifiquement associé les nations au capitalisme : en effet, Engels parle occasionnellement de la « nation allemande » existant pendant la chute de l'Empire romain. Pour cette raison – en tant que moderniste par rapport à la théorie des nations – je ne pense pas que les commentaires aléatoires et non théorisés de Marx et Engels sur des nations particulières soient la base pour une théorie marxiste en la matière ; leur théorie de l'idéologie nous offre beaucoup plus ; plus spécifiquement, ce que Marx lui-même avait à dire sur la religion. Cela a bien entendu été pendant longtemps soumis à une fausse représentation à la fois insouciant et déli-bérée. Le passage contenant la référence à « l'opium du peuple » ne signifie pas que la religion est une drogue gérée par une classe dominante pour abrutir le peuple, mais qu'elle est fabriquée par le peuple lui-même afin de combler le vide créé par ce que le Marx tardif appellerait leur aliénation. Dans ce sens, le nationalisme est la forme moderne de la religion, avec l'État ou des forces projetant d'établir un nouvel État, qui occupe le rôle organisationnel autrefois joué par l'Église.

Marx et Engels ont appuyé des mouvements d'émancipation nationale ?

N.D. – Marx et Engels ont développé des réflexions importantes sur les nations en lien avec la démarche que le mouvement socialiste devrait mettre en œuvre envers des mouvements nationaux spécifiques. Au fond, leur attitude se base sur la question de savoir si le succès de n'importe quel mouvement – sécessionniste ou irrédentiste – est susceptible de faire avancer les possibilités de la révolution socialiste, même si souvent cela se faisait de manière indirecte. Essentiellement, ils considéraient le nationalisme, dans le sens d'un mouvement politique conduisant à l'établissement d'États-nations, comme partie du processus de révolution bourgeoise qui balayerait les formes précapitalistes et favoriserait les conditions de la création de la classe ouvrière. La Pologne et l'Irlande étaient respectivement opprimées et bloquées en termes de développement par les empires britannique et russe et c'est pour cette raison qu'on devait les soutenir.

Vous distinguez la conscience nationale du nationalisme...

N.D. – Les nations peuvent être définies soit de manière objective soit de manière subjective. La première, qui généralement implique une *check-list* de facteurs comme la langue ou le territoire, bénéficie certainement d'une apparence de rigueur scientifique. Malheureusement, les nations ont une tendance à émerger au sein de groupes où ces facteurs sont absents, ce qui représente sans doute un inconvénient pour les chercheurs en sciences sociales et politique. En effet, la seule définition concevable

d'une nation qui ne mène pas vers des anomalies et exceptions est une définition subjective : un groupe de personnes se sent collectivement distinct d'autres groupes, habituellement pour des raisons historico-culturelles accumulées, mais ce n'est pas nécessairement le cas. Les raisons peuvent être différentes au cas par cas, mais ce sentiment subjectif d'identification est la seule caractéristique qu'ils ont tous en commun. Ce sens de reconnaissance mutuelle est ce que j'appelle « conscience nationale » : une expression plus ou moins passive d'identification collective au sein d'un groupe social. Il est parfaitement possible pour un peuple de posséder une conscience nationale sans devenir nationaliste, mais il n'est pas possible d'être nationaliste sans avoir une conscience nationale.

La conscience nationale n'est pas la même chose que l'identité nationale ?

N.D. - Les identités forment l'ensemble de tous les signes externes à travers lesquels les gens montrent à la fois à eux-mêmes et aux autres personnes comment ils ont choisi d'être catégorisés. Ces signes peuvent être aussi visibles que certains types de vêtements ou aussi audibles qu'une manière de parler, mais le plus souvent ils sont simplement les façons dont les gens répondent lorsqu'on les interroge. La conscience nationale est donc un état psychologique interne qui cherche à s'exprimer à travers les signes extérieurs de l'identité. Le nationalisme est une participation plus ou moins active dans la mobilisation politique d'un groupe social pour la construction ou la défense d'un État. En tant qu'idéologie politique, le nationalisme, qu'il soit relativement progressiste ou absolument réactionnaire, implique deux principes incontournables : que le groupe national ait son propre État, peu importe les conséquences sociales ; et que ce qui unit le groupe national est plus significatif que ce qui le divise, notamment la division de classe. En fin de compte, il est possible de revendiquer un État-nation sans conscience nationale ni nationalisme : ce fut certainement le cas en Écosse pendant le référendum d'indépendance de 2014 lorsque beaucoup d'Écossais et d'Écossaises ont mené la campagne et voté pour un État séparé pour des raisons sociales plutôt que nationales.

Quel est le lien entre capitalisme et nationalisme ?

N.D. - Dans les États capitalistes préindustriels, le nationalisme a été le produit de plusieurs éléments. Le premier élément a été la formation de zones d'activité économique, délimitées à l'extérieur, connectées vers l'intérieur. Dans ce contexte, l'importance du développement capitaliste est moins dans la sphère de la production que dans celle de la circulation puisque ce fut dans la création de réseaux commerciaux que le capital marchand a commencé à relier des communautés rurales et les centres urbains afin de former un marché domestique extensif. Le deuxième élément était l'adoption d'une langue commune par les communautés en train d'être connectées

au niveau économique. Le besoin de communiquer pour des raisons d'échange marchand a commencé à démolir les spécificités des dialectes locaux, forgeant une langue commune. La formation de formes standardisées du langage fut incommensurablement aidée par l'invention de l'impression et les possibilités qu'elle représente pour la codification de la langue dans des produits fabriqués en série. La standardisation accrue de la langue s'est ensuite répercutée dans la formation économique dans la mesure où les marchands, dont les réseaux commerciaux avaient originellement défini l'étendue territoriale de l'intelligibilité linguistique, se sont de plus en plus identifiés à ce territoire, à l'exclusion des concurrents qui parlaient une langue différente. Un troisième élément fut la forme prise par l'État féodal pendant la transition économique du féodalisme au capitalisme. Les juridictions locales qui caractérisaient l'époque classique du féodalisme militaire ont commencé à céder la place aux plus grandes concentrations de pouvoir étatique, notamment à travers l'introduction d'armées permanentes et d'une taxation centralisée régulière. La guerre et les taxes impliquent toutes les deux des bureaucraties, ce qui nécessite une version de la langue locale compréhensible à travers tout le territoire étatique, favorisant l'activité commerciale et renforçant ensuite le deuxième élément, le linguistique, abordé ci-dessus.

La conscience nationale n'est-elle pas en compétition avec la conscience de classe ?

N.D. - La conscience réformiste a été décrite de façon célèbre par Gramsci comme une conscience « contradictoire » ; d'une part acceptant la permanence du système, d'autre part rejetant les effets de son fonctionnement. L'expression la plus basique de cette contradiction est l'acceptation par les travailleurs du système salarial, accompagnée par le rejet du niveau des salaires qu'on leur offre. Les travailleurs restent nationalistes dans la mesure où ils restent réformistes. Et du point de vue de la classe capitaliste dans les nations spécifiques, il est absolument nécessaire qu'il en soit ainsi. Le danger est toujours que les travailleurs s'identifient, non pas avec l'intérêt « national » de l'État dans lequel il leur arrive d'être situés, mais avec l'intérêt de la classe à laquelle ils sont condamnés à appartenir. Le système capitaliste développe des capacités structurelles nouvelles, de nouveaux modes d'expérience et de nouveaux besoins psychologiques chez les personnes qui ont à travailler dans les usines et à vivre dans les villes. C'est ce besoin de compensation psychique face aux frustrations continues de la société capitaliste que comble le nationalisme. On peut dire que les origines de la conscience nationale correspondent à l'émergence d'un ensemble d'identités qui coïncident avec les conditions historiques de l'aliénation généralisée. Il est impératif pour le capital que la loyauté envers un État soit assurée, et la nation en est le moyen. On a souvent demandé aux travailleurs d'accepter des

hausse du taux d'intérêt, des baisses de salaires et de service public ou la participation dans des guerres impérialistes, mais ça n'a jamais été présenté comme quelque chose qu'on faisait « pour le capitalisme », mais plutôt pour une nation particulière, pour « l'intérêt national ».

L'État néolibéral a-t-il besoin du nationalisme pour survivre ?

N.D. – L'organisation néolibérale du capitalisme se caractérise par la transformation de rapports humains en rapports marchands, la réduction des capacités humaines à de simples facteurs de production et l'auto-identification première des êtres humains à des consommateurs. Il en résulte l'augmentation des niveaux d'atomisation et d'aliénation à un degré inimaginable, avec des conséquences potentiellement dangereuses pour le capital, qui doit toujours parvenir à l'acceptation tacite, et de préférence au soutien actif de la classe ouvrière dans le processus de sa propre exploitation. Sinon le système est potentiellement menacé soit par un effondrement social puisque les consommateurs individualisés transfèrent la compétitivité du marché vers tous les autres domaines de la vie, soit par un conflit social puisque les travailleurs commencent à découvrir ou redécouvrir leur conscience de classe et se mobilisent pour leurs intérêts collectifs. Or, la répression toute seule ne produira pas le degré d'acceptation bienveillante que le système exige. Dans ces circonstances, le nationalisme fournit une sorte de compensation psychique pour les producteurs qui ne peut pas être obtenue de la simple consommation de marchandises. Autrement, il agit comme moyen de recreation d'une cohésion politique pour mobiliser les populations derrière la performance des capitaux nationaux et contre leurs concurrents et rivaux.

Le terme d'ethnicité souvent évoqué pour expliquer les conflits est-il problématique ?

N.D. – Ceux qui approuvent l'ethnicité comme affirmation d'une identité culturelle, dans la mesure où ils mettent l'accent sur des différences supposées naturelles entre des groupes sociaux humains, prennent le risque de crédibiliser la forme que prend actuellement l'idéologie raciste. De l'autre côté, ceux qui désapprouvent l'ethnicité comme manifestation d'un tribalisme (réel ou imaginé) excluant prennent le risque, dans la mesure où ils suggèrent que des nationalismes « ethniques » sont particulièrement enclins à un comportement d'oppresseur, d'obscurcir les caractéristiques que tous les nationalismes ont en commun, qu'ils soient oppresseurs, opprimés ou en dehors de ces deux catégories. L'ethnicité a été définie de diverses manières : premièrement, les membres d'un groupe ont une ligne d'origine commune et par conséquent une parenté partagée ; deuxièmement, ils ont une position commune au sein de la division internationale du travail et, par conséquent, une position sociale en commun ; et troisièmement, ils ont un ou plusieurs attributs culturels, une identité partagée.

L'ethnicité définie dans le premier sens n'existe plus. La croissance du commerce et la migration ont rendu de plus en plus rare l'existence de bassins de gènes endogames. La deuxième signification conserve une certaine validité lorsqu'elle est utilisée pour décrire soit la manière dont des groupes sociaux des sociétés précapitalistes ont été utilisés par les colonialistes européens afin de classer la population comme groupe supposément endogame, soit la manière dont les migrations provoquées par le colonialisme ont poussé des groupes à se définir comme endogames les distinguant des populations indigènes autour d'eux.

Quel est le défi pour la gauche ?

N.D. – C'est cette troisième signification que je trouve la plus problématique puisqu'elle est une manière d'étiqueter des personnes à travers l'usage d'une super catégorie idéologique. Pour les socialistes, l'objectif est de dépasser les divisions qui sont de plus en plus décrites comme « ethniques » en éliminant les oppressions qui leur donnent une importance, plutôt que de les perpétuer ou d'en d'ajouter. Cela peut signifier soutenir des peuples et nations opprimés. Il faut donc combattre la notion « d'ethnicité » qui divise les gens en des classifications toujours arbitraires et qui, sous couvert de célébrer la « différence culturelle », obscurcit ce que les gens ont en commun.

